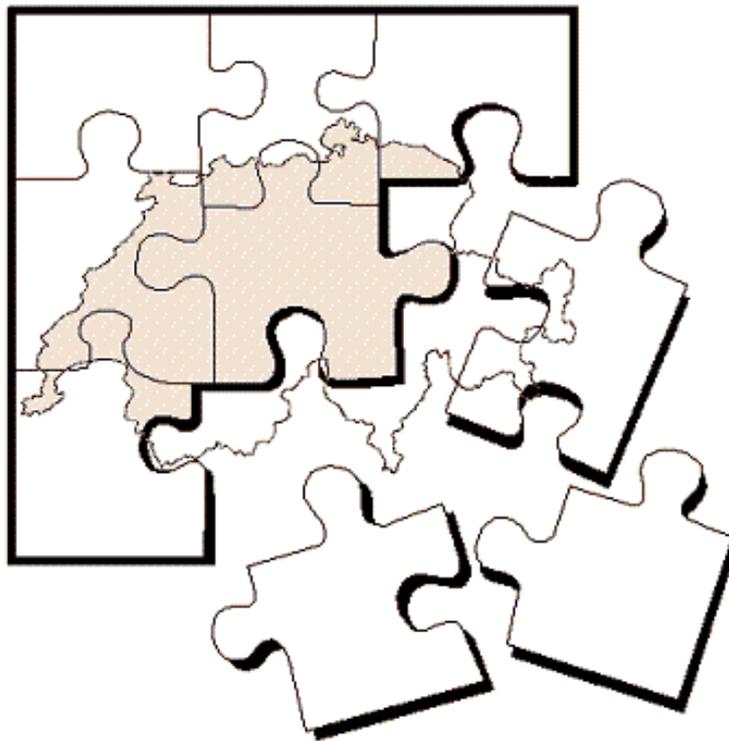


MOSAiCH 2015



Travail, citoyenneté et relations avec l'Europe :
quelques résultats de l'enquête MOSAiCH

MOSAiCH 2015

Nous sommes heureux de vous présenter les premiers résultats de l'enquête MOSAiCH 2015 (Mesures et Observation Sociologique des Attitudes en Suisse). Existant sous cette forme depuis 2005, cette enquête bisannuelle est menée auprès d'un échantillon représentatif de près de 1'200 personnes âgées de 18 ans et plus. Elle porte sur différents thèmes sociaux et vise à connaître les attitudes et comportements de la population vis-à-vis des institutions politiques et sociales. Elle s'intéresse en outre à des sujets d'actualité comme l'environnement, l'identité nationale ou le travail.

Le questionnaire de MOSAiCH rassemble différentes études nationales et internationales parmi lesquelles le Programme international d'enquête sociale (International Social Survey Programme, ISSP). Chaque questionnaire est constitué d'une série de questions démographiques, de deux modules de l'ISSP ainsi que d'un module de questions propres à la Suisse. MOSAiCH se caractérise par une approche scientifique rigoureuse. À ce jour, des données récoltées par l'enquête MOSAiCH figurent dans plusieurs milliers de publications scientifiques parues dans le monde entier.

En 2015, les deux modules de l'ISSP intégrés dans le questionnaire MOSAiCH concernent le thème de la « citoyenneté », qui avait déjà fait l'objet d'une enquête en 2005, ainsi que celui du « sens du travail » proposé pour la quatrième fois par l'ISSP, la dernière remontant à 2005. Grâce à cette répétition dans le temps, il est possible d'aborder certains thèmes du point de vue de leur évolution dans le temps. En 2015, 1'235 Suisses ont répondu à l'interview (une heure en moyenne), soit un taux de réponse de 51,7%. Cette brochure donne un aperçu de quelques grands thèmes de cette enquête.

Nous tenons à remercier chaleureusement les nombreux participants ainsi que les interviewers. Sans eux, ce projet n'aurait jamais pu voir le jour. Nos remerciements s'adressent également au Fonds national suisse qui a financé cette enquête.

FORS – Centre de compétences suisse en sciences sociales, Lausanne, octobre 2016.

Heureux comme un Suisse !

Il fait très bon vivre en Suisse. 96 % des personnes interrogées ont en effet déclaré être satisfaites voire très satisfaites de la vie qu'elles mènent. L'évolution des chiffres dans le temps révèle que cette satisfaction à l'égard de la vie se maintient à un niveau élevé depuis 2005. À cet égard, le graphique met clairement en lumière l'influence

positive de la vie à deux : ainsi, 97 % des personnes ayant déclaré avoir un/une partenaire étaient satisfaites voire très satisfaites de leur vie, contre 91 % des personnes seules. Si on ne retient que les personnes se déclarant très satisfaites, la différence entre les deux groupes est encore plus élevée (51 % contre 38 %).

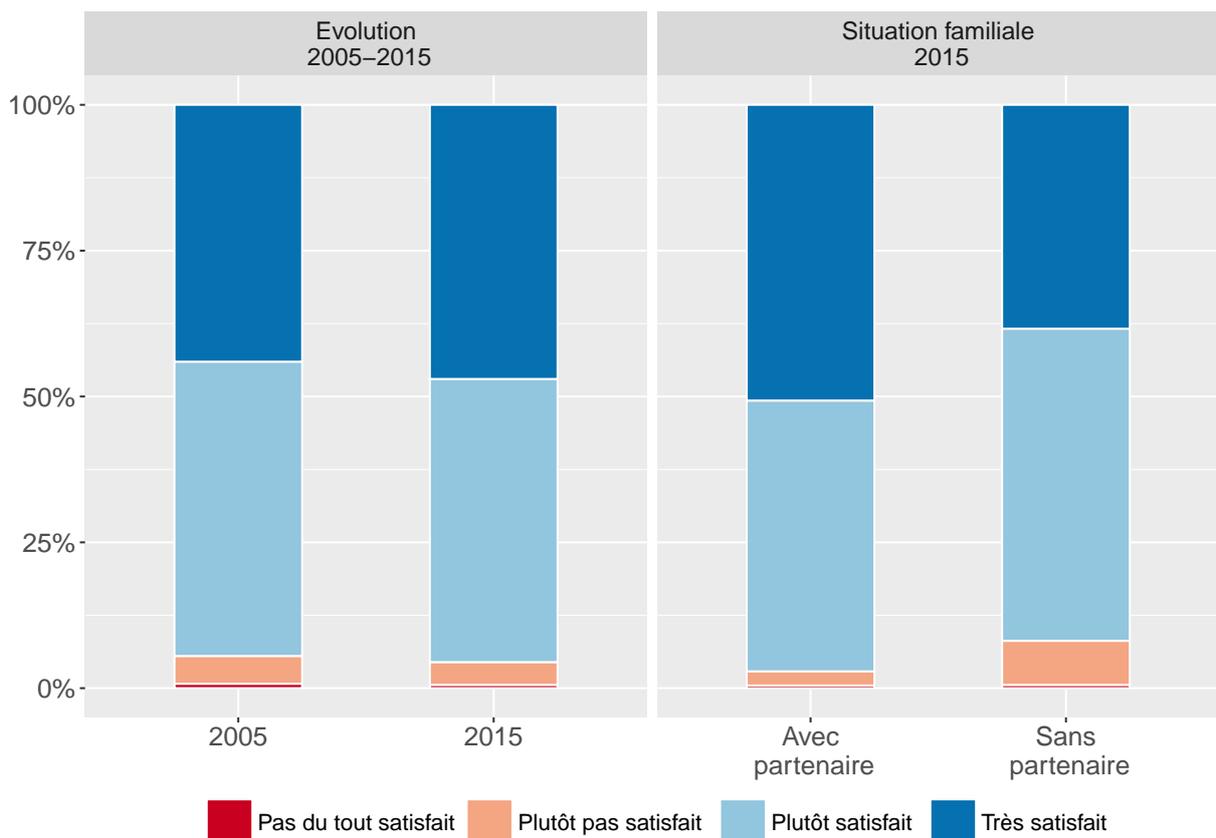


FIGURE 1 – Satisfaction à l'égard de la vie dans le temps et selon la situation familiale.

Un soutien émotionnel fort

La majeure partie de la population suisse peut compter sur un important soutien émotionnel. Sur une échelle allant de 0 (« à aucun moment ») à 6 (« tout le temps »), plus de 75 % des personnes interrogées ont répondu 5 ou 6 à la question de savoir à quelle fréquence elles pouvaient s'appuyer émotionnellement sur quelqu'un, pour parler de leurs problèmes ou pour les aider à prendre une décision difficile. Plus de la moitié ont même choisi la valeur maximale. Par rapport à 2009, la population suisse peut compter sur davantage de soutien en 2015.

Le pourcentage de personnes ayant indiqué la valeur maximale est notamment passé de 40 % à 52 % (cf. figure 2). Comme on pouvait s'y attendre, la présence d'un partenaire a une influence positive à cet égard. En 2015, seul 1 % des personnes en couple indiquait ne pouvoir compter sur personne à aucun moment, contre 4 % des personnes seules. Par ailleurs, 57 % des personnes en couple peuvent à tout moment compter sur quelqu'un, contre 39 % seulement des personnes seules.

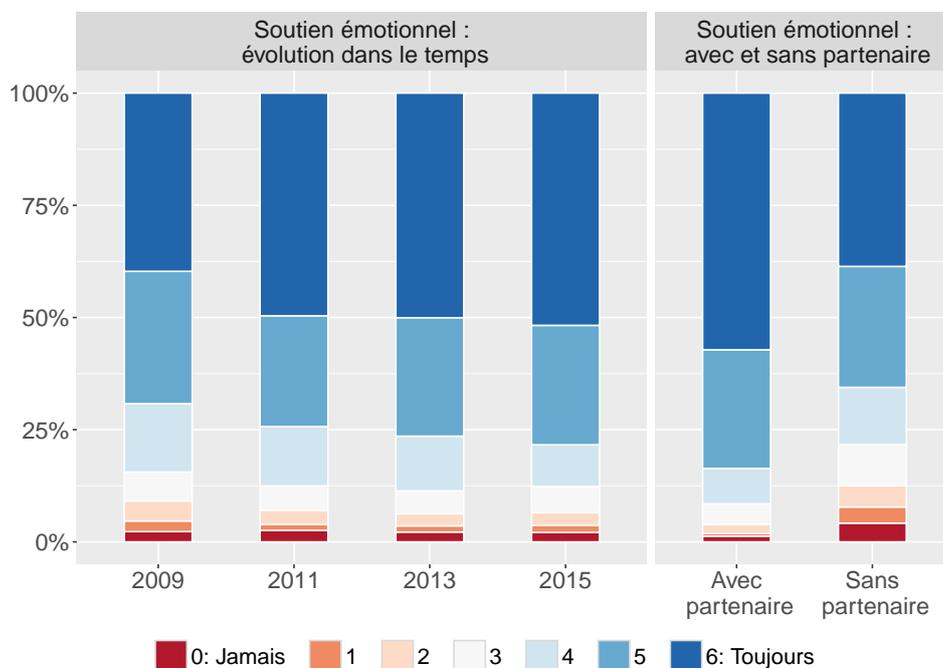


FIGURE 2 – Soutien émotionnel dans le temps et selon la situation familiale.

Les Suisses sont enthousiastes vis-à-vis du travail

Dans le module « sens du travail » de l'enquête, les participants se sont montrés désireux d'exercer un emploi rémunéré. 65 % des personnes interrogées étaient plutôt voire tout à fait en désaccord avec la proposition selon laquelle un emploi est juste un moyen de gagner de l'argent. 79 % d'entre elles étaient même plutôt voire tout à fait d'accord avec la proposition selon laquelle elles seraient contentes d'avoir un emploi rémunéré même si elles n'avaient pas besoin

d'argent. La comparaison avec 2005 révèle que, même si davantage de personnes estiment que travailler est juste un moyen de gagner de l'argent, davantage de répondants ont également déclaré qu'ils seraient contents d'avoir un emploi rémunéré même s'ils n'avaient pas besoin d'argent. Sans surprise, ce sont les personnes sans emploi qui sont les plus nombreuses à considérer le travail comme un simple moyen de gagner de l'argent.

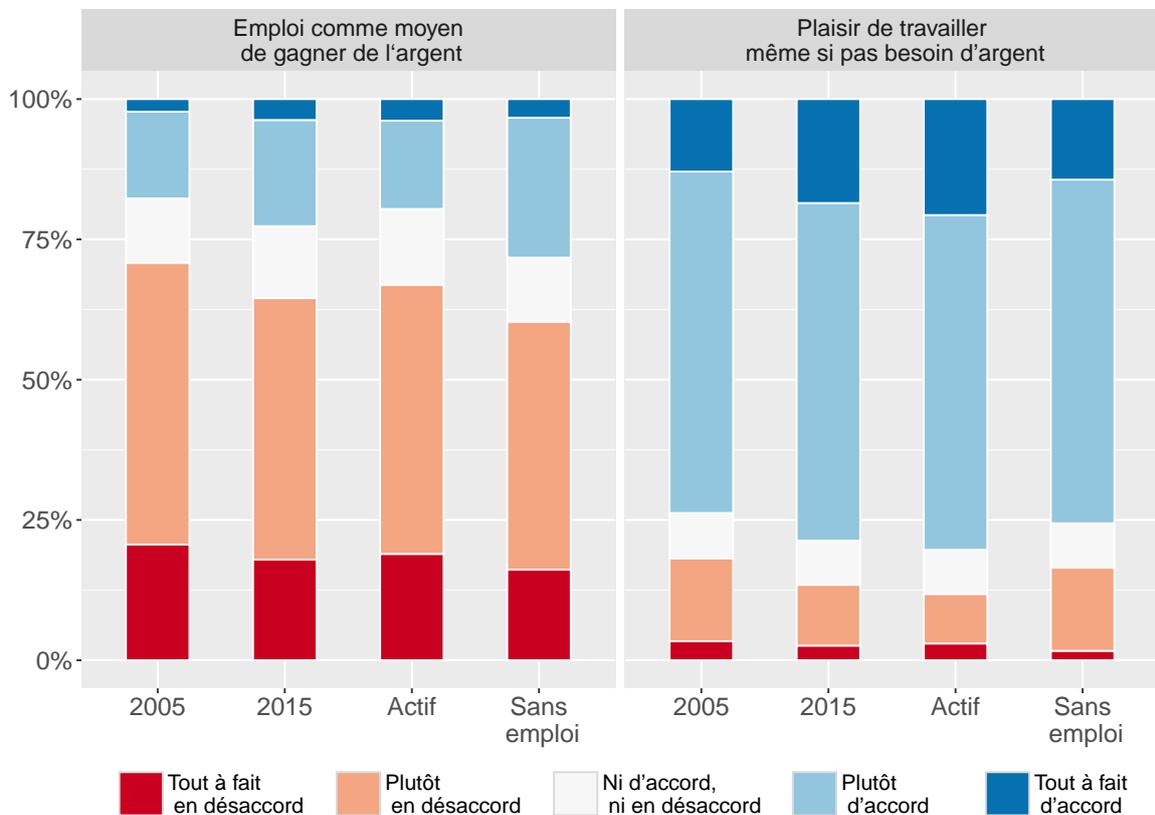


FIGURE 3 – Motivation au travail dans le temps et selon la situation professionnelle.

Des conditions de travail conformes aux attentes

La figure 4 présente différentes conditions de travail. Le constat qui se dégage de sa lecture est encourageant. Pour toutes les conditions excepté celle du niveau de revenu et celle des possibilités de promotion, la majorité des participants était d'accord avec la proposition selon laquelle leur travail est conforme à leurs attentes. En outre, le degré d'adéquation entre les attentes et la réalité de l'emploi occupé est relativement élevé. Concernant l'importance d'avoir un emploi sûr, un salaire élevé, de bonnes possibilités de promotion et un travail intéressant, les

attentes des répondants vont au-delà de leur réalité au travail. Concernant cette fois l'importance d'un emploi utile à la société, permettant de travailler de manière autonome et de venir en aide à d'autres, leur réalité au travail dépasse les attentes. L'épanouissement personnel qui passe par exemple par un travail intéressant, indépendant, utile à la société et permettant de venir en aide à d'autres, est plus important pour les répondants que des facteurs extérieurs tels qu'un salaire élevé ou de bonnes possibilités de promotion.

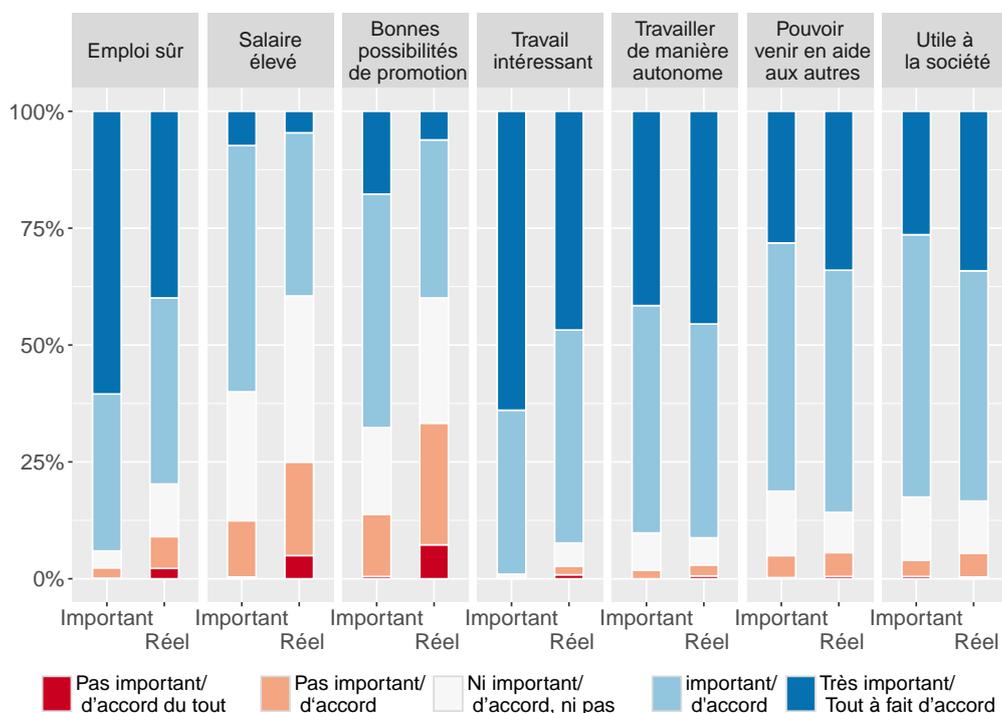


FIGURE 4 – Conditions de travail : importance et réalité.

De la difficulté de concilier travail et vie de famille

Les participants donnent la priorité à leur famille plutôt qu'à leur travail. Ainsi, 80 % des personnes interrogées seraient prêtes à renoncer à une opportunité professionnelle pour leur vie de famille et 38 % l'ont déjà fait. Toutefois, 9 % des répondants ne le referaient pas. Plus des deux tiers d'entre eux seraient même prêts à rester dans un emploi insatisfaisant pour le bien de leur vie de famille et 28 % l'ont déjà fait. Il n'est pas toujours possible de concilier travail et

famille, comme le montre les données sur la flexibilité des horaires de travail. Tandis que plus de la moitié des répondants est parfois amenée à travailler le week-end, ils sont 8 % à toujours le faire. D'un autre côté, les employeurs se montrent peu conciliants : 58 % des répondants n'ont pas la possibilité de travailler depuis leur domicile et seuls 14 % peuvent le faire parfois ou toujours.

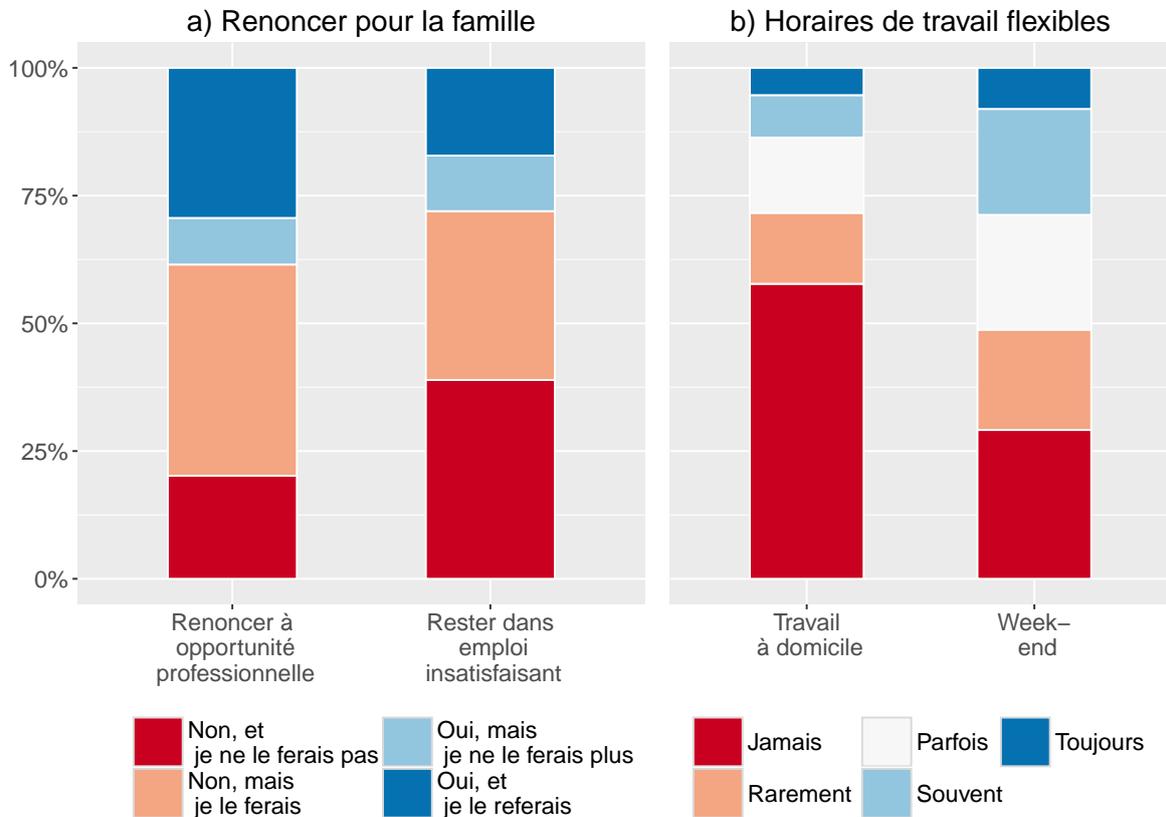


FIGURE 5 – Concilier travail et famille.

Intéressés par la politique et fiers de leur nationalité

Le deuxième grand thème de l'enquête, la « citoyenneté », révèle que l'intérêt politique en Suisse a augmenté depuis 2005 et s'est maintenu à un niveau relativement stable depuis 2011. 61 % des répondants ont déclaré être plutôt ou très intéressés par la politique.

Le pourcentage de personnes fières ou très fières d'être Suisses a nettement augmenté depuis 2009, passant de 80 % à 93 %. Ce chiffre élevé est resté relativement stable depuis 2013.

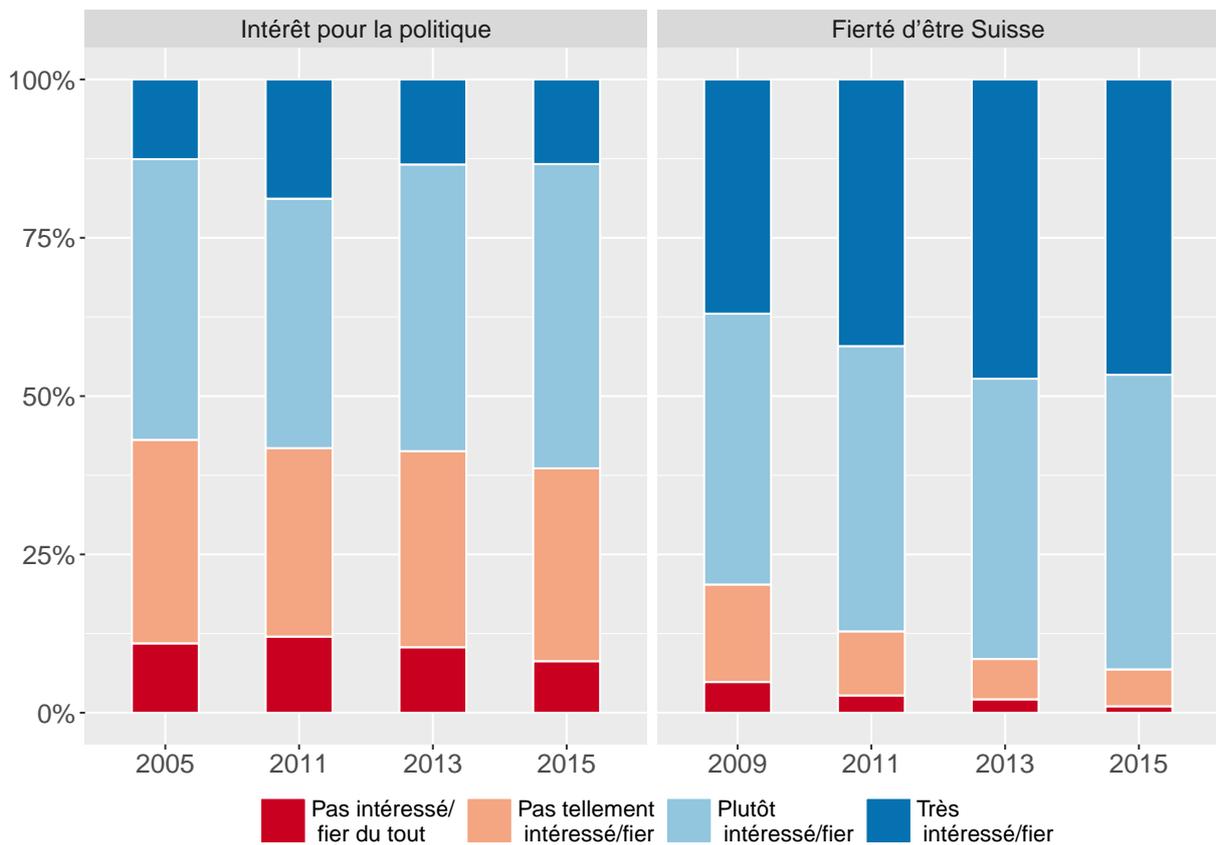


FIGURE 6 – Intérêt pour la politique et fierté d'être Suisse dans le temps.

Une image globalement positive de la politique

Globalement, les répondants ont une image positive des politiciens. 58 % sont plutôt ou tout à fait d'accord avec le fait que la plupart du temps, on peut faire confiance aux personnes du gouvernement pour faire ce qui est juste. Seuls 12 % rejettent cette proposition. 65 % des personnes interrogées considèrent qu'elles peuvent se fier aux membres du gouvernement en matière de politique européenne. D'un autre côté, près d'un tiers

des répondants estiment que les politiciens font de la politique uniquement par intérêt personnel; ils sont également un tiers à être en désaccord avec cette proposition et le dernier tiers est indécis. Mais, en général, seuls 44 % des participants considèrent que leurs intérêts sont bien représentés au niveau du Conseil fédéral et de son administration. 23 % sont de l'avis inverse.

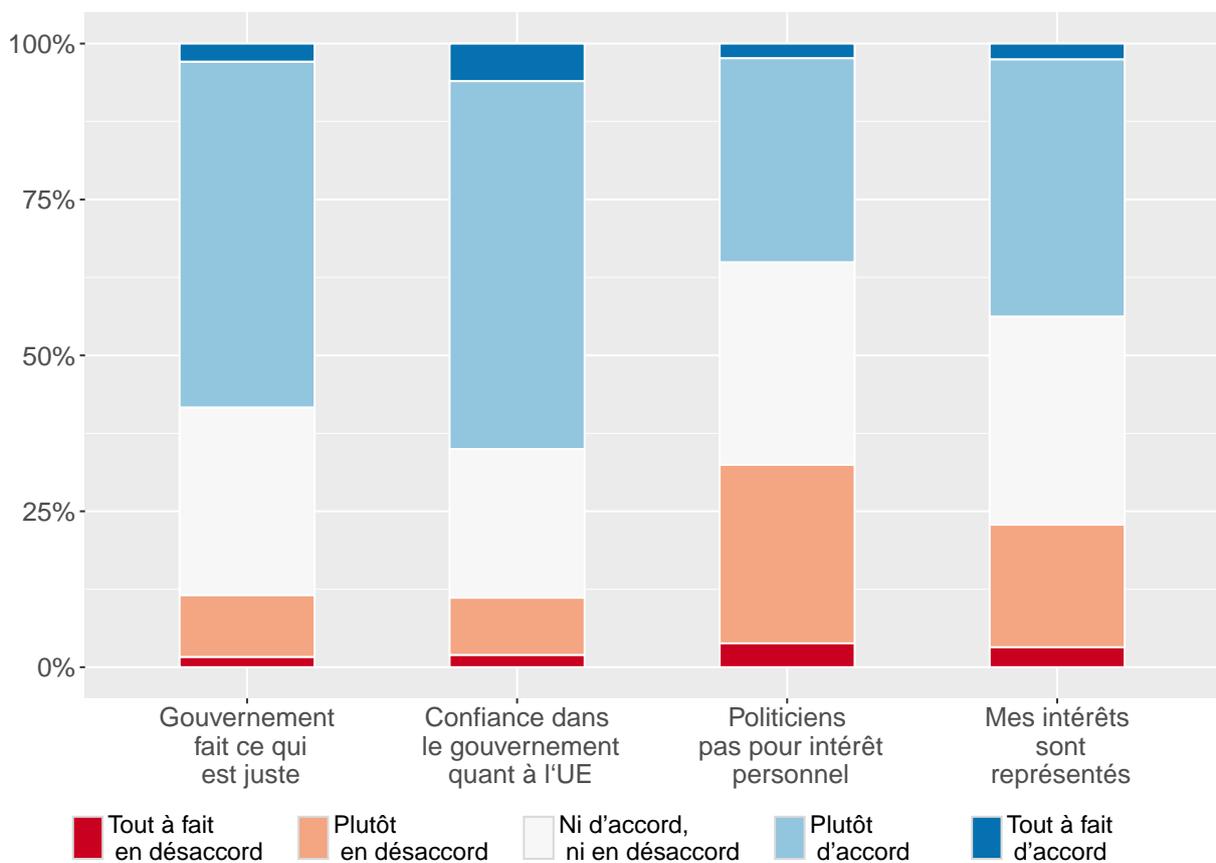


FIGURE 7 – Opinions sur le gouvernement.

Une grande confiance dans le Conseil fédéral et dans l'ONU

Pour ce qui est de la confiance à l'égard de différentes institutions, la comparaison des chiffres dans le temps révèle là aussi une évolution positive. La confiance dans les grandes entreprises comme dans le Conseil fédéral a augmenté par rapport à 2009, malgré une légère diminution de la confiance dans les grandes entreprises depuis 2013. Il

apparaît que le Conseil fédéral et l'ONU jouissent d'une grande confiance en 2015 (81 % des répondants ont une assez grande voire une très grande confiance dans le Conseil fédéral, contre 51 % dans l'ONU), tandis que la confiance dans les grandes entreprises (36 %) et l'UE (29 %) est nettement inférieure.

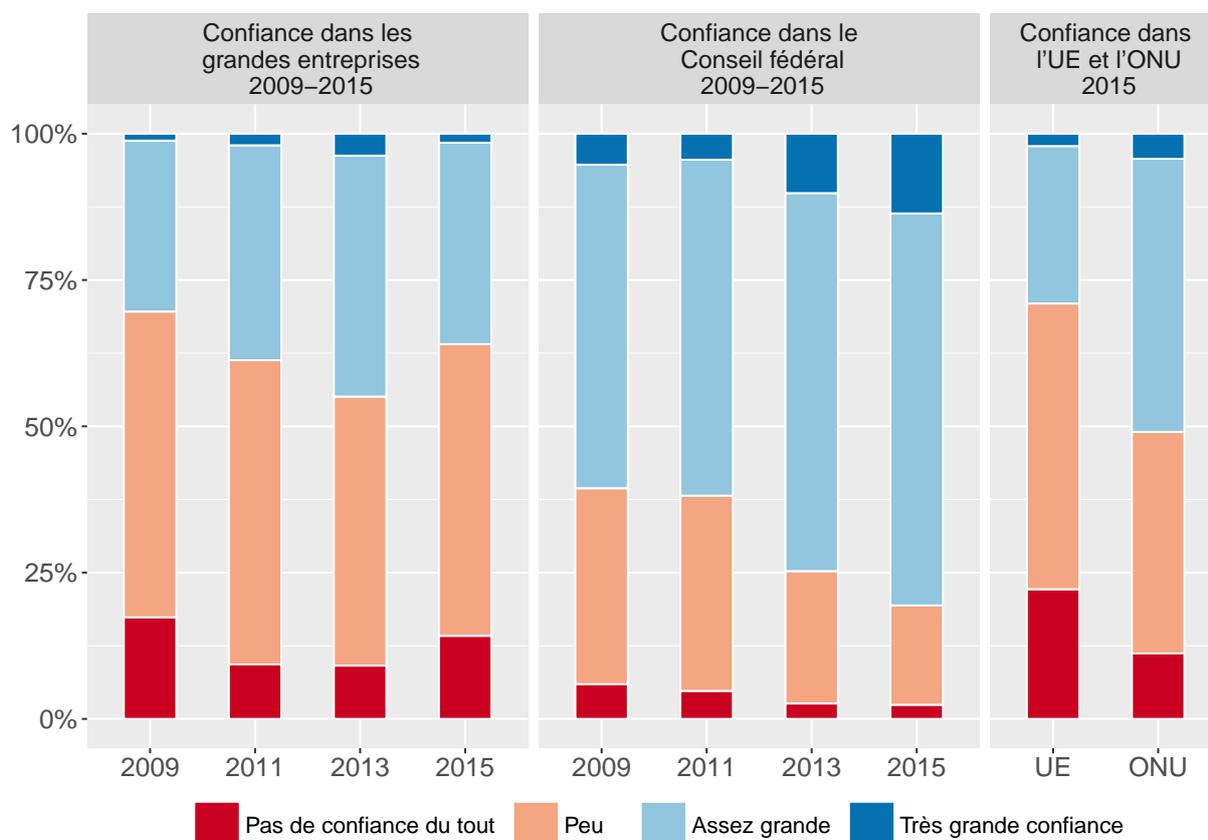


FIGURE 8 – Confiance à l'égard de différentes institutions de 2005 à 2015.

Opposés à une adhésion à l'UE mais défenseurs des accords bilatéraux

Le graphique 8 révélait déjà le scepticisme des répondants vis-à-vis de l'UE. Cette tendance se trouve confirmée avec la question du vote pour ou contre l'adhésion de la Suisse à l'UE. Tandis qu'en 2005, 44 % des participants à l'enquête auraient encore été favorables à une adhésion, ils n'étaient plus que 17 % en 2015. Toutefois, le pourcentage des opposants à l'adhésion a pour la première fois légèrement diminué par rapport à 2013 (passant de presque 17 % à 14 %). Les

accords bilatéraux jouissent quant à eux de la faveur des participants. Si les répondants étaient appelés à choisir entre une adhésion à l'UE et les bilatérales, 80 % d'entre eux seraient favorables aux bilatérales, 8 % à une adhésion à l'UE et 12 % à l'abandon de tout rapprochement. Depuis 2011, la préférence pour les bilatérales s'est encore accrue, tandis que le nombre de personnes favorables à l'adhésion à l'UE s'est réduit de presque moitié.

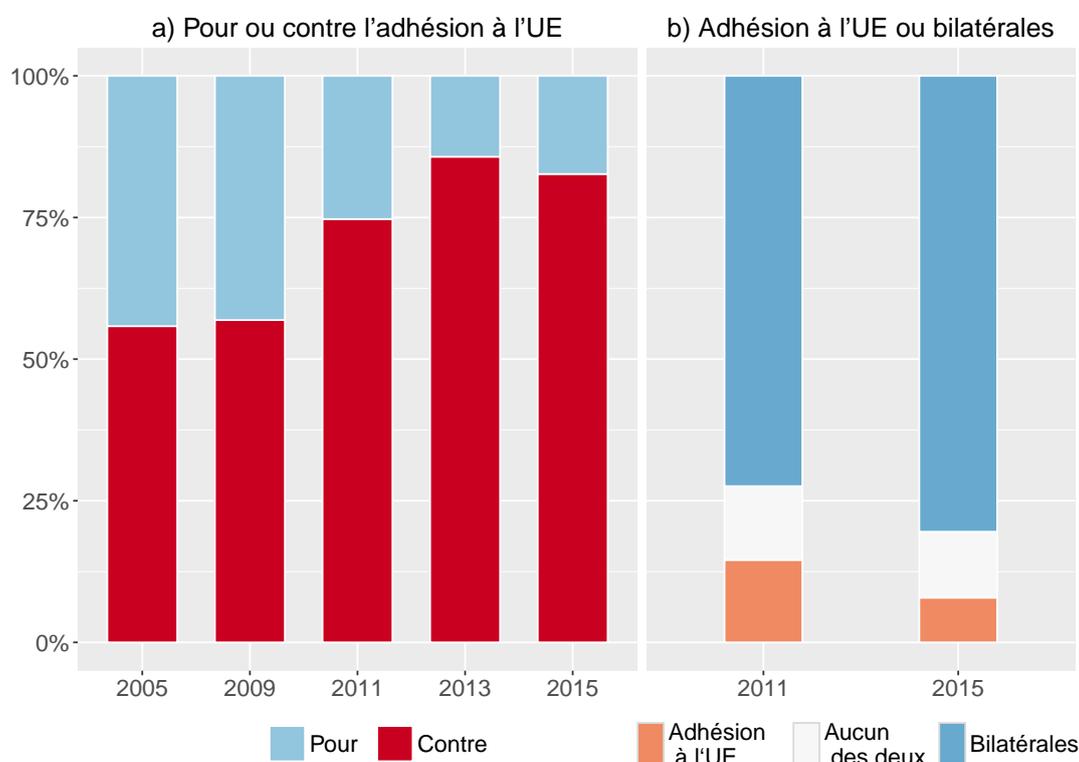


FIGURE 9 – Adhésion à l'UE et préférence pour l'adhésion ou les bilatérales dans le temps.

Un accueil positif des accords bilatéraux et dans une moindre mesure de la libre circulation

Les accords bilatéraux recueillent l'assentiment des répondants qui jugent leurs effets positifs : seulement 10% des personnes interrogées estiment que les effets des accords bilatéraux sont négatifs pour la Suisse, tandis que 62% les jugent positifs. L'analyse de leurs effets sur les répondants eux-mêmes laisse apparaître qu'une grande majorité d'entre eux (57%) ne les considèrent comme ni positifs ni négatifs. Seuls 7%

pensent que les accords bilatéraux ont des effets négatifs pour eux. À l'inverse, les effets de la libre circulation des personnes sont perçus comme moins positifs. Cependant, à cet égard, les participants sont également plus nombreux à considérer que ses effets sont davantage positifs que négatifs, aussi bien pour la Suisse (36% contre 26%) que pour eux-mêmes (27% contre 16%).

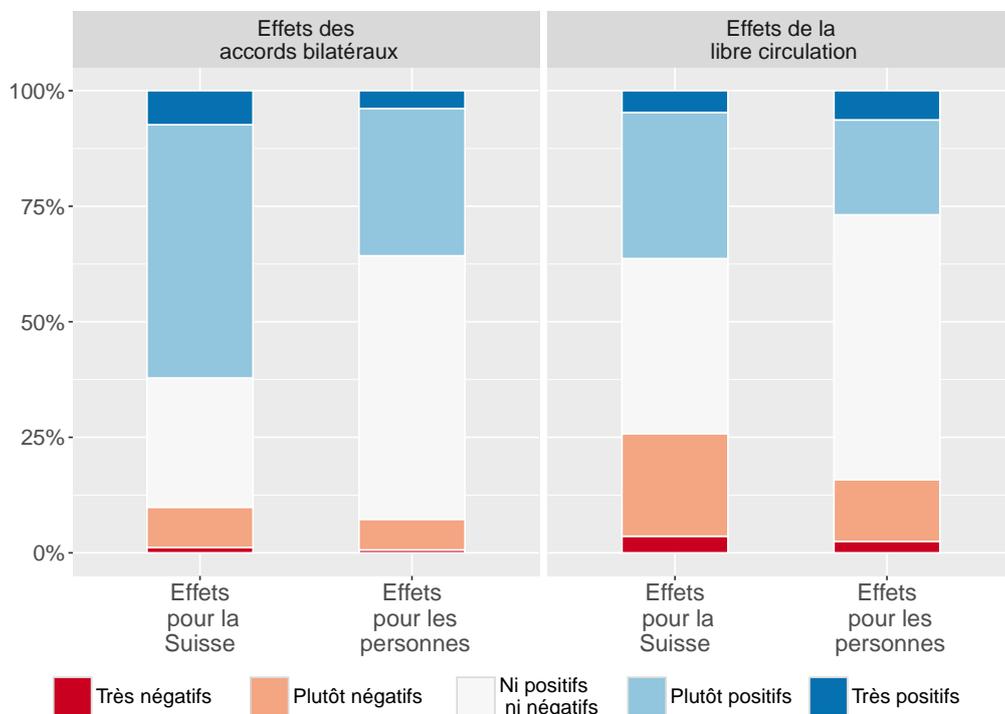


FIGURE 10 – Effets des accords bilatéraux et de la libre circulation des personnes pour la Suisse et les répondants.

L'origine ethnique des répondants n'a pas d'influence sur leur position vis-à-vis de l'initiative contre l'immigration de masse

En 2014, le peuple suisse s'est prononcé en faveur de l'initiative populaire contre l'immigration de masse, qui vise à restreindre l'immigration en Suisse. Dans le cadre de l'enquête MOSAiCH, les participants ont été interrogés sur leur choix de vote en 2014 (ceux qui étaient habilités à voter) mais également sur le choix qu'ils feraient alors s'ils pouvaient revoter (ceux qui n'avaient pas le droit de vote pouvaient également répondre à cette question). La comparaison des deux questions révèle que le vote des électeurs resterait inchangé¹.

L'enquête MOSAiCH pose la question de l'origine des répondants jusqu'aux grands-parents. Cette donnée offre ainsi la possibilité intéressante de comparer le vote des citoyens suisses issus de l'immigration avec celui des citoyens d'origine suisse. Sur ce point, les résultats ne révèlent l'existence

d'aucune différence significative. Les Suisses issus de l'immigration ont voté comme les Suisses de souche. Classons maintenant les personnes issues de l'immigration en trois groupes, selon qu'elles sont originaires d'un pays voisin, d'un pays européen (qui n'est pas un pays voisin) ou d'un pays non européen. Les personnes originaires d'un pays voisin tout comme celles originaires d'un pays non européen² ont voté comme les personnes non issues de l'immigration. Seules les personnes originaires d'un pays européen sont plus nombreuses à avoir rejeté l'initiative que celles non issues de l'immigration.

Si l'on s'intéresse à présent au choix que feraient ces personnes si elles étaient amenées à voter le dimanche suivant, on obtient un résultat surprenant : s'ils pouvaient voter, les répondants étrangers voteraient comme les personnes ayant le droit de vote.

1. Pour différentes raisons, MOSAiCH n'est apte ni à reproduire le résultat du vote ni à prédire le choix des électeurs. D'une part, la votation datait déjà d'un an au moment de l'enquête; d'autre part, l'échantillon n'a pas été pondéré en fonction du droit de vote ni des cantons. À cela s'ajoutent d'autres facteurs méthodologiques. Pour autant, les données recueillies s'avèrent efficaces pour comparer le comportement de vote de différents groupes de population.

2. Les personnes originaires d'un pays non européen étaient même plus nombreuses à approuver l'initiative que les personnes non issues de l'immigration. Toutefois, le nombre de personnes appartenant à cette catégorie est relativement faible, ce qui explique l'absence d'éléments probants au niveau statistique.

Comme c'était déjà le cas lors du vote effectif, les citoyens issus de l'immigration mais également les étrangers sont tout aussi favorables à une limitation de l'immigration que les personnes non issues de l'immigration. Il apparaît que le nombre de personnes originaires d'un pays non européen acceptant l'initiative dépasse même largement celui des personnes non issues de l'immigration.

L'adoption de l'initiative n'est pas compatible avec la libre circulation des personnes prévue dans les accords bilatéraux. C'est pourquoi, se pose la question de savoir

laquelle des solutions, restriction de l'immigration ou maintien des bilatérales, est privilégiée. La majorité des répondants se déclare en faveur des bilatérales (62%). Comme on pouvait s'y attendre, les préférences varient très largement en fonction du vote à l'égard de l'initiative contre l'immigration de masse (cf. figure 11). Toutefois, même parmi les partisans du oui, encore un quart des répondants se déclare favorable au maintien des bilatérales, ce qui montre clairement que les accords bilatéraux bénéficient d'un large soutien de la part de la population.

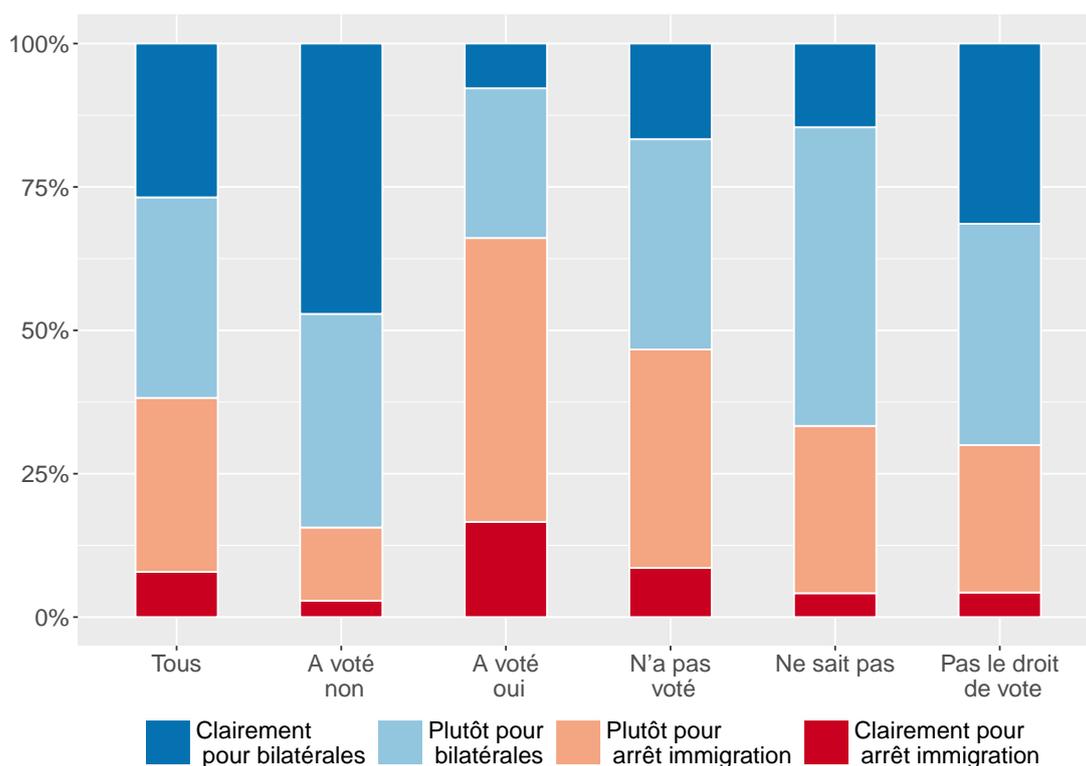


FIGURE 11 – Préférence pour les bilatérales ou l'arrêt de l'immigration en fonction du vote sur l'initiative contre l'immigration de masse.

FORS – Centre de compétence suisse en sciences sociales

FORS est un centre de compétence national en sciences sociales, qui héberge des données d'enquêtes nationales et internationales et les met à la disposition de chercheurs de Suisse et de l'étranger pour des analyses secondaires. Par ailleurs, FORS conseille les chercheurs de Suisse et de l'étranger en ce qui concerne la collecte, l'analyse et la documentation de données d'enquêtes. FORS a pour objectif de fournir aux chercheurs suisses et étrangers des données et un savoir méthodologique au plus haut niveau international. Il mène par conséquent ses propres projets de recherche et entretient des relations étroites avec la recherche universitaire en sciences sociales ainsi que les organismes de statistique publique.

Internetlinks

De plus amples informations à propos de l'enquête MOSAiCH peuvent être consultées facilement sur le site de FORS : <http://www.forscenter.ch/mosaich-info>

Les données anonymisées de MOSAiCH et d'autres enquêtes suisses sont consultables sur le serveur de Nesstar : <http://fors-getdata.unil.ch>

Les données relatives aux autres pays participant à l'ISSP sont accessibles sur le site de GESIS : <http://www.gesis.org/issp/home/>